

Biodiversité : le projet de cadre mondial pour l'après-2020 est dévoilé

Le secrétariat de la convention sur la diversité biologique dévoile le projet officiel de nouveau cadre mondial pour la biodiversité post-2020. Il doit être examiné par les 196 parties lors de la COP 15 cet automne.

Le projet de cadre mondial pour l'après 2020 prévoit de réduire de moitié le risque d'extinction dans tous les groupes taxonomiques et fonctionnels.

[© delbarsu](#)

Aucun des [vingt objectifs](#) que la communauté internationale s'était fixés en 2010 en matière de biodiversité n'a été atteint en 2020. Fera-t-elle mieux pour la décennie qui suit ? C'est tout l'enjeu qui pèsera sur les épaules des 196 États, participant à la convention sur la diversité biologique (CDB) après la [15e conférence](#) (COP 15) qui doit se tenir du 11 au 24 octobre 2021 à Kunming (Chine).

Durant cette conférence, ces derniers devront se mettre d'accord sur de nouveaux objectifs. Le secrétariat de la CDB a dévoilé ce lundi 12 juillet le premier projet de cadre mondial⁽¹⁾, qui contient ces objectifs en vue de gérer la nature jusqu'en 2030.

Protéger 30 % des zones terrestres et maritimes

Ce programme fixe 21 objectifs pour 2030. Parmi ceux-ci figurent la protection d'au moins 30 % des zones terrestres et maritimes dans le monde à travers « *des systèmes d'aires protégées efficaces, équitablement gérés, écologiquement représentatifs et bien connectés* ». Un objectif que s'est déjà fixé une coalition, réunissant 50 pays et portée par la France

lors de la quatrième édition du [One Planet Summit](#) en janvier dernier. Emmanuel Macron a annoncé vouloir [tenir cet objectif dès 2022](#), avec [10 % de protection forte](#), et l'a inscrit dans sa stratégie nationale pour les aires protégées présentée dans la foulée de ce sommet. Théorie du changement du cadre mondial pour la biodiversité post-2020 © Convention pour la diversité biologique Le projet de la [CDB](#) vise aussi la réduction de 50 % ou plus de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes. Le cadre prévoit également de réduire d'au moins la moitié les pertes de nutriments dans la nature, d'au moins deux-tiers les pesticides, et d'éliminer les rejets de déchets plastiques. Enfin, le projet prévoit des solutions d'atténuation du changement climatique fondées sur la nature d'au moins 10 gigatonnes de CO₂ par an, la réduction d'au moins 500 milliards de dollars (M\$) par an des incitations néfastes pour la biodiversité, ainsi qu'une augmentation de 200 M\$ des flux financiers internationaux vers les pays en développement.

« Vivre en harmonie avec la nature en 2050 »

Le projet de cadre mondial fixe également quatre objectifs pour atteindre le but ultime de « *vivre en harmonie avec la nature* » en 2050. Une vision sur laquelle les parties à la convention s'étaient entendues en 2010. Chacun de ces objectifs comprend deux ou trois grandes étapes intermédiaires pour 2030. "Une action politique urgente aux niveaux mondial, régional et national est nécessaire pour transformer les modèles économiques, sociaux et financiers." Elizabeth Maruma Mrema, secrétaire exécutive de la convention sur la diversité biologique Le premier des quatre objectifs porte sur l'amélioration de l'intégrité des écosystèmes : réduction du taux d'extinction par dix au minimum, réduction du risque d'extinction de moitié dans tous les groupes taxonomiques et fonctionnels, maintien d'au moins 90 % de la diversité génétique au sein de toutes les espèces. Le deuxième objectif vise la valorisation, le maintien ou l'amélioration des contributions de la nature aux être humains. Le troisième tend

à un partage juste et équitable de l'utilisation des ressources génétiques. Enfin, le quatrième objectif est celui de combler l'écart entre les moyens, financiers ou non, actuellement disponibles avec ceux qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs à 2050.

« Une action politique urgente aux niveaux mondial, régional et national est nécessaire pour transformer les modèles économiques, sociaux et financiers afin que les tendances qui ont exacerbé la perte de biodiversité se stabilisent d'ici 2030 et permettent le rétablissement des écosystèmes naturels dans les vingt prochaines années », explique Elizabeth Maruma Mrema, secrétaire exécutive de la CDB. Ces engagements ne concernent pas seulement les États parties à la convention. *« Le cadre vise à galvaniser cette action urgente et transformatrice des gouvernements et de l'ensemble de la société, y compris les peuples autochtones et les communautés locales, la société civile, les jeunes, les entreprises et les institutions financières »,* précise cette juriste et diplomate de formation.

Le projet de cadre doit encore être mis à jour d'ici la fin de l'été avant de pouvoir être examiné lors de la COP 15. En tout état de cause, l'action est urgente. Car loin d'être enrayé, l'effondrement de la biodiversité se poursuit. Selon l'évaluation de l'état mondial de la biodiversité publiée en mai 2019 par l'IPBES⁽²⁾, [un million d'espèces sont menacées d'extinction](#). Les conclusions d'un atelier organisé par cette instance ont révélé en octobre 2020 que de [futures pandémies plus meurtrières](#) que la Covid-19 sont à craindre si la pression humaine sur la biodiversité ne s'allège pas. Enfin, en juin dernier, un rapport commun au [Giec](#) et à l'IPBES a souligné la nécessité de [travailler de manière coordonnée](#) sur les problématiques de climat et de biodiversité. Ce qui passe par une révision de nos modes de consommation.

Pollution dans les Collines : Une quantité importante de liquide inflammable dans le fleuve Ouémé

Le département des Collines qui ne s'est pas encore remis d'une situation d'ouverture de vanne du canal des eaux usées dans le fleuve ouémé par une société sucrière, est une fois de plus attaqué.



En effet, le Samedi 03 Juillet 2021, nos confrères de l'Agence Bénin Communication des Collines, nous informaient d'une

présence inquiétante de liquide inflammable dans l'un des affluents du fleuve ouémé au large de Logozohè, commune de Savalou.



Il s'agit d'un camion transportant de liquide inflammable qui allait dans le sens de Logozohè. Ce dernier s'était vu renverser dans le fossé près de la rivière. Conséquence, une quantité importante de liquide inflammable se retrouve dans la rivière. A en croire notre source, la situation a eu lieu suite à l'éclatement du pneu devant côté non chauffeur du camion.



Une pollution sanitaire et environnementale de plus qui mérite enquête et justice.

Des eaux usées du canal de l'usine SUCOBE engendre une mort massive des produits halieutiques à Glazoué

Dans la note N°5H/863/CG/SG/SASSC/SA signée pour ordre du Maire, par le Premier adjoint au Maire, Dieudonné S. AGBARA, ce 1er juillet 2021, le Maire de la commune de Glazoué alerte ses populations sur un fait de pollution.

Comptant sur l'esprit de responsabilité de chacun et de tous pour préserver la santé publique, l'autorité communale porte à la connaissance de ses populations, que l'ouverture de vanne du bassin de rétention des eaux usées du canal de l'usine SUCOBE dans le fleuve Ouémé engendre la mort massive des produits halieutiques (poissons et autres), que les populations riveraines consomment et commercialisent dans les localités et marché de la commune de Glazoué.

Par conséquent et dans le souci de préserver leur santé, le Maire invite les populations à s'abstenir, et ce jusqu'à nouvel ordre, de la consommation, de l'achat et de la vente des produits halieutiques issus de cette mort massive et faire large diffusion autour d'elles en abordant les risques encourus à cette fin.

En attendant que nous n'allions sur le terrain pour mesurer l'ampleur des dégâts ci-dessus énoncés et vu la complexité du réseau hydrographique dans le département des collines, nous appelons à une vigilance de toutes les populations des communes du département des collines.

Rappelons que la loi 2010-44 du 24 Novembre 2010 sur la gestion de l'eau en son article 52 interdit, « ...les actions

susceptibles de porter atteinte à l'équilibre des écosystèmes ou d'affecter leur diversité biologique, sont réglementées et, dans le cas échéant, interdites ». Toute action contraire à l'une de ces dispositions est punie par la loi, d'une peine d'emprisonnement de deux (02) mois à douze (12) mois et d'une amende de cinq cent mille (500 000) à deux (02) millions de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Dans le viseur de la loi se trouvent, l'épandage de produits chimiques, les rejets de substances toxiques, le déversement d'eaux usées et le dépôt d'immondices ou de déchets domestiques ou industriels.



REPUBLIQUE DU BENIN
DEPARTEMENT DES COLLINES
MAIRIE DE GLAZOUE



BP : 01 GLAZOUE
Tél : (00229) 51 95 40 95 / 95 53 52 95
Email : mairieglazoue@yahoo.fr

N°5H/ 863 /CG/SG/SASSC/SA

Glazoué, le 1^{er} Juillet 2011

COMMUNIQUE RADIO

(A diffuser trois fois par jour et en trois langues, Idaasha, Mahi et Français)

Le Maire de la commune de Glazoué porte à la connaissance des populations de la commune de Glazoué, que l'ouverture de vanne du bassin de rétention des eaux usées du canal de l'usine SUCOBE dans le fleuve Ouémé engendre la mort massive des produits halieutiques (poissons et autres), que les populations riveraines consomment et commercialisent dans les localités et marchés de la commune de Glazoué.

Par conséquent et dans le souci de la préservation de leur santé, le Maire invite les populations à s'abstenir, et ce jusqu'à nouvel ordre, de la consommation, de l'achat et de la vente des produits halieutiques (poisson et autres) issus de cette mort massive et faire large diffusion autour d'elles en abordant les risques encourus à cette fin.

Pour toute information, prière contacter le médecin-chef de la commune de Glazoué ou le commissariat de police le plus proche.

Le Maire compte sur l'esprit de responsabilité de chacun et de tous pour préserver la santé publique.



Pour le Maire et PO,
Le Premier Adjoint au Maire,

Dieudonné S. AGBARA

Communiqué de l'autorité communale

Vulgarisation des textes, politiques et lois sur l'eau, l'environnement et le climat en Afrique de l'ouest et au Bénin: les journalistes s'engagent

Il a été organisé à l'attention des femmes et hommes des médias du Bénin, un atelier national sur la vulgarisation des politiques, lois et textes adoptés sur l'eau, l'environnement et le climat au Bénin. C'était du lundi 21 au mardi 22 Juin 2021 dernier à l'Hôtel du Lac (Cotonou).

Megan Valère SOSSOU



Photo de famille Atelier PNE/UICN PACO/GWP/AO

L'exacerbation des événements climatiques extrêmes dont la sécheresse et les inondations en Afrique de l'ouest, conséquences du réchauffement climatique, justifie l'organisation d'un atelier national au profit des médias au Bénin.

Cette rencontre organisée conjointement par le PNE Bénin, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature à travers son Programme pour l'Afrique Centrale et Occidentale (UICN PACO) et Global Water Partnership Afrique de l'ouest (GWP/AO) dans le cadre du Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale a reçu le financement de l'Agence Suédoise pour le Développement International.

Elle a impliqué une quinzaine de femmes et hommes des médias, venus de tous les départements du Bénin à la vulgarisation des politiques et textes adoptés sur l'eau, l'environnement et le climat au Bénin.

A l'ouverture, André ZOGO, Secrétaire Exécutif du Partenariat National de l'Eau, a salué l'accompagnement et l'implication de l'UICN PACO dans le renforcement des capacités des Hommes des médias.

Prenant la parole, au nom de l'Unité de Coordination de l'UICN PACO, Ludovic Aristide TAPSOBA justifiant l'initiative par la nécessité de concerter les acteurs dans la vision d'une gestion rationnelle des ressources naturelles en Afrique occidentale, a encouragé les participants à donner de bonnes orientations et des propositions réalistes et réalisables afin d'accompagner la mise en œuvre du Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale.



Les officiels à l'ouverture de l'atelier
Représentant le ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable à cette circonstance, Jeanne AKOHA a remercié les différents partenaires à l'évènement sans oublier de rappeler le rôle crucial que doivent jouer les journalistes dans la compréhension des textes, et lois et politiques liés à l'eau, l'environnement et le climat au Bénin.



Les journalistes en session de travail
Les différentes communications sur les problématiques liées à l'eau, l'environnement et le climat en Afrique de l'ouest et au Bénin, le cadre légal et politique sur le changement climatique, sur l'eau en Afrique de l'ouest et au Bénin ont meublé les acquis des participants.



Photo de famille Atelier PNE UICN PACO GWP A0

Tout en s'engageant pour une large vulgarisation des politiques et textes adoptés sur l'eau, l'environnement et le climat, les femmes et hommes des médias participants ont su produire des messages et articles de presse écrite, audio et audiovisuelle.

Selon Romain Dékadjevi, journaliste à Radio Tokpa, c'est un renforcement de capacité qui vient à point nommé pour mieux sensibiliser les populations et les décideurs sur les politiques et textes adoptés sur l'eau, le climat et l'environnement.

Les participants qui ont reçu leurs attestations de participation, sont sortis de cette rencontre mieux aguerris pour informer, sensibiliser et mobiliser les populations et décideurs sur les politiques, textes adoptés et lois sur l'eau, le climat et l'environnement au Bénin et dans l'Afrique de l'ouest.

Café Climat Calavi 2021 : l'ONG Save Our Planet en collaboration avec ses partenaires, réédite l'exploit d'une jeunesse engagée à l'innovation climatique

Dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement, instaurée par les nations unies pour sensibiliser à la protection de l'environnement, l'ONG Save Our Planet en collaboration avec ses partenaires a tenu le pari de l'organisation de la 2e édition du Café Climat étape de Calavi 2021. C'était dans la salle SOKPON du Laboratoire d'Ecologie Appliquée à l'Université de Abomey-Calavi, le samedi 05 juin 2021.



Megan Valère SOSSOU

Fidèle à sa vision de contribuer à la protection de l'environnement au Bénin, l'ONG Save Our Planet a décidé à travers son projet dénommé Café Climat d'impliquer les jeunes non seulement dans la recherche de solutions innovantes pour lutter contre les changements climatiques, mais aussi, soutenir leur participation à la gouvernance locale en la matière.

Ainsi, le samedi 05 juin 2021, une quarantaine de jeunes passionnés, spécialistes, et engagés dans la lutte contre les changements climatiques, réunit dans la salle SOKPON du laboratoire d'Ecologie Appliquée à l'Université de Abomey Calavi, a réfléchi et proposé des solutions capables de renverser la tendance climatique.

La rencontre s'est ouverte aux environs de huit heures et trente minutes par les mots de bienvenue du président de la jeune organisation qui fête ses deux années d'existence.



Ouverture de la séance par le Parrain, le Président ONG Save Our Planet, le Représentant partenaires

Dans son allocution, Megan Valère SOSSOU, Président de l'ONG Save Our Planet a souhaité les bienvenues au parrain, aux partenaires et à tous les participants, venus de divers horizons. Il fait remarquer toute l'importance du Café Climat au regard des perturbations climatiques que subissent les communautés du Sud Bénin précisant que la présence d'experts et d'acteurs le réconforte déjà de la réussite de l'évènement.

A la suite du message de réaffirmation de soutien du représentant des différents partenaires à cet évènement, le parrain a salué toute la détermination des membres de l'ONG Save Our Planet à relever le défi d'une justice climatique mondiale. Il a par ailleurs appelé à une synergie des organisations et activistes climatiques pour l'atteinte de l'objectif 13 du développement durable.

Après un zoom sur le projet Café Climat fait par Oslyde Cham LANGANFIN GLELE, Chargée de suivi-évaluation au sein de l'ONG Save Our Planet, en lieu et place du Vice Président M. Joseph OLOWO, Chargé du projet Café Climat 2021, dérangé pour des raisons professionnelles, place aux échanges sur le thème principal animé par le professeur Henri TOTIN VODOUNON



Dans une ambiance conviviale de donner et de recevoir, ce scientifique de renom dans le domaine de la climatologie au Bénin à éclairer la lanterne des jeunes participants sur le rôle des jeunes dans la lutte contre les changements climatiques.

Dans cette optique, l'innovation devient l'élément clé pour garantir un bien-être socio-économique et environnemental. « *Vous devez en tant qu'activistes climatiques apporter une plus-value à toutes vos initiatives afin quelles soient innovantes et impactent positivement toute votre communauté* » a-t-il recommandé. L'instant questions-réponses a agrémenté les échanges.

Les participants ont eu droit à une motivation au leadership en innovation climatique présentée par la conférencière et Géophysicienne Sonia ALOWAKINNOU.





Il s'en est suivi les présentations thématiques, débutés par celle du panier agriculture durable animés par le Directeur de la Société Cité Bio, M. Gaétan ALLIDE et le Président de l'ONG Refuge de l'Agronome, Stanislas OUSSOUKPEVI. Ces panélistes ont levé le coin de voile sur l'apport de l'agriculture biologique et écologique pour un climat meilleur.







Il en est de même pour le domaine Energie durable, qui a été marqué par le partage d'expérience de M. Bruno GBODJIVI CEO de Smile Waste sur le BioGaz, et M. Roland ADJOVI le Directeur de Arpy Reigns, réputé dans la fabrication du charbon écologique au Bénin. Ce panel a permis aux participants de mieux comprendre le sens du recyclage et du rôle indéniable des énergies durables (biogaz, charbon écolo etc.) dans les actions en faveur du climat.





Le dernier panel animé par M. Mohamed ADJIBI de Voix et Actions Citoyennes sur la réparation des appareils électroniques évitant les émissions des déchets électroniques, initiative Blodothon et le Dr Innocent AHAMIDE, Enseignant chercheur à l'herbier National, Botaniste et membre de LONG Save Our Planet sur l'importance de la conservation de la biodiversité sur le climat. A travers ce panel, les participants sont mieux aguerris sur les différentes techniques de protection du climat par des initiatives éco-citoyennes responsables.

Le Café Climat, étape de Calavi a servi également de tremplin pour des propositions de solutions innovantes à la suite des travaux des quatre groupes thématiques constitués à savoir : Climat-Agriculture, Climat-Biodiversité, Climat-Energie et Eau et enfin Climat-Santé.



Groupe Climat-Agriculture



Groupe Climat-Biodiversité



Groupe Climat-Santé



Groupe Climat-Energie et Eau

Au terme des travaux, les groupes se concentreront sur une seule problématique, y développeront une solution concrète pour concourir aux opportunités à venir. Telles sont les attentes des travaux des quatre groupes thématiques formés a déclaré Megan Valère SOSSOU, Président de l'ONG Save Our Planet.











Cérémonie de remise d'attestation aux participants et aux partenaires

Cette journée du 05 juin 2021 qui marque également le lancement officiel par les Nations Unies de la décennie 2021-2030 en faveur de la Restauration des Écosystèmes dans le monde a été riche en couleur, en partage d'expérience et en réseautage. Elle a été clôturée non seulement par la remise des attestations de participation aux jeunes participants mais aussi de la remise des attestations de reconnaissance aux honorables partenaires qui ont rehaussés le Café Climat, édition 2021.



Jeunesse pour la justice climatique



Equipe d'organisation

Notons que la participation active des participants et des partenaires, a démontré de l'engagement sans cesse de tous les acteurs à s'activer pour un climat favorable à toute et à tous.

Le cap étant désormais mis sur la ville de Parakou le samedi 12 Juin 2021 pour le même exercice au profit des jeunes du septentrion.

**#CaféClimatCalavi2021 #OngSaveOurPlanet #LABIS #SociétéCitéBio
#APODD #TalkAg #ArpyReigns #SmileWaste #VOACitoyenne
#OngReAgro #OngSaveVignon #Blossom #Give1ProjectAbomeyCalavi
#CoalitionVeilleCitoyenneODDPag #JournalSantéEnvironnement**

37e édition Journée Nationale de l'Arbre : l'ONG Save Our Planet et ses partenaires ont laissé des empreintes vertes à Parakou

Dans le cadre de la célébration de la 37e édition de la Journée Nationale de l'Arbre au Bénin, l'ONG Save Our Planet et ses partenaires ont sacrifié à la tradition sur le sentier des plissements de la grande ville du Nord Bénin, Parakou. Sensibilisation et Reboisement étaient au cœur du projet lancé à cette occasion.



En collaboration avec ses partenaires, Agrotec services plus,

La Cité Fidèle, Environnement Tropical, Gouvernement des jeunes du Bénin, AJEPAM, GAEDD ONG et l'UNEUP, l'ONG Save Our Planet a célébré la 37e édition de la Journée Nationale de l'Arbre par le lancement de son projet Empreinte Verte pour une Ville Durable.



Au nombre d'une trentaine, ces jeunes hommes et jeunes femmes, soldats écologistes de la ville de Kobourou, ont pris d'assaut l'Ecole Primaire Publique de Baka, le Collège d'Enseignement Général de Banikanni et la Circonscription scolaire de Parakou.











Objectif, sensibiliser à la protection de l'environnement et reboiser des espaces dépourvus d'arbres dans le contexte actuel, fait de crises sanitaire et écologique.



Des participants enthousiasmés

Conscients du rôle d'un arbre sur terre, des centaines de personnes à savoirs les écoliers, collégiens, enseignants et toute l'administration scolaire se sont mobilisés à leurs tours comme jamais auparavant derrière ces écologistes missionnaires pour mettre en terre plus de 200 plants de différentes espèces.

Il s'agit de : Terminalias Superba, Gmélina Arborea et Acacia Auriculiformis.



Dans un strict respect des gestes barrières liés au coronavirus, enfants, jeunes apprenants et adultes ont pris conscience de la protection de l'environnement notamment l'importance de l'arbre dans une vie pour un bien-être entre

la nature et l'Homme.



Pour le chargé du projet Canicius DJOSSOU de l'ONG Save Our Planet, ce n'est que le décor planté pour la restauration des écosystèmes urbains pour des villes durables. Car, a-t-il ajouté le bien être de la nature et de l'Homme en dépendent.

C'est dans une ambiance conviviale que les jeunes engagés pour la cause environnementale vertus de tee-shirts blancs bordés de vert à l'effigie de la jeune organisation Save Our Planet.

Initiative Vallée de

Sitatunga : les nouveaux élus d'Abomey-Calavi s'en imprègnent

La salle de conférence de la mairie d'Abomey Calavi a servi de cadre ce vendredi 07 Mai 2021 à une rencontre d'information et d'échanges avec les conseillers communaux sur l'initiative ''Vallée de Sitatunga'' et la notion d'intercommunalité en république du Bénin.



Soucieuse de la pérennisation des actions de protection et de conservation de la Biodiversité dans le Parc et une meilleure valorisation du patrimoine naturel, culturel et cultuel de la Vallée du Sitatunga, le Centre Régional de Recherche et d'Éducation pour un Développement Intégré en abrégé CREDI ONG, a réunit les élus locaux de la commune d'Abomey-Calavi à une séance d'information et d'échange sur l'initiative Vallée du Sitatunga et sur la notion d'intercommunalité au Bénin.

L'évènement qui eu lieu dans la salle de conférence de la mairie d'Abomey-Calavi ce vendredi 07 Mai 2021 a connu la

participation d'une trentaine de personnes composées des conseillers de la commune d'Abomey -Calavi, des responsables de CREDI ONG et du cabinet Eco-Consult qui accompagne la réalisation du projet. Objectif, informer les conseillers communaux sur les enjeux et défis de la création d'une intercommunalité autour de l'initiative Vallée du Sitatunga.

CREDI ONG, acteur incontournable dans la valorisation de la Vallée du Sitatunga



La cérémonie d'ouverture des travaux de cette rencontre a été placée sous la présidence de Madame Thérèse Kora, première adjointe au maire de la commune de Abomey-Calavi qui dans son allocution a souhaité la bienvenue à tous les participants avant de féliciter le travail de CREDI-ONG pour la conservation et la valorisation de la biodiversité dans la vallée du Sitatunga.

Martial KOUDERIN, Directeur exécutif de CREDI-ONG, dans sa présentation, a fait un zoom sur les missions de CREDI ONG tout en rappelant les tenants et aboutissants de l'initiative « **Vallée de Sitatunga** » aux participants. A l'en croire, il est important d'entretenir les nouveaux élus issus des dernières élections municipales et communales, sur

l'initiative Vallée du Sitatunga et la notion d'intercommunalité.



Dans son exposé, le Directeur Exécutif de CREDI ONG, a fait savoir que la Vallée du Sitatunga est une initiative communautaire de gestion des ressources naturelles conçue et mise en œuvre depuis 2007 par le Centre Régional de Recherche et d'Éducation pour un Développement Intégré (CREDI) avec à la clé la création du Parc Naturel Communautaire de la Vallée du Sitatunga (PNCVS).

A sa suite, Méryas KOUTON, Directeur de Eco-Consult est revenu sur quelques principes de l'intercommunalité dont la forme

organisationnelle dans ce contexte accouchera d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI).

Les élus locaux mieux aguerris à l'initiative Vallée du Sitatunga et à l'intercommunalité



Tout comme les autres participants, Noël KOSSOU, Conseiller communal dans l'arrondissement d'Akassato est désormais mieux aguerrit sur la notion d'intercommunalité et de découverte de la vallée du Sitatunga. Il confie « *J'ai mieux compris le bien*

fondé d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale et promets œuvrer pour sa mise en place et son opérationnalisation ».

A la clôture de cette séance riche en information, le Directeur Exécutif de CREDI-ONG s'est dit satisfait de la présence effective des participants conviés tout les en invitant à œuvrer véritablement pour le soutien et l'opérationnalisation de l'établissement.

Rappelons que les autorités locales de la mandature passée s'étaient engagées en signant un mémorandum en 2020 sur la création d'une intercommunalité de type EPCI d'après la loi No 2009-17 du 13 aout 2009 portant modalité de l'intercommunalité au Bénin. Aussi, cet exercice qui a lieu à Abomey-Calavi, a été déjà fait dans les communes de Sô-Ava et de Zè. Toutefois, notons que cette activité mise en œuvre par CREDI ONG, a reçue le soutien de l'Union Européenne et de l'organisation des Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique par le biais du programme BIOPAMA.



Mélanie TCHAFFA

Café Climat 2021/ONG Save Our Planet : Ouverture des inscriptions

CAFE CLIMAT 2021



- ▶ Formation de 50 jeunes à l'innovation climatique.
- ▶ Conférence - Débat sur le thème principal.
- ▶ Constitution des groupes d'innovations climatiques.



📍 Appel aux candidats et aux partenaires

**📍 Abomey - Calavi, 📍 Parakou
le Samedi 05 Juin 2021 de 8h à 13h.**

Pour plus d'infos contactez le +229 97044053

L'échéance de 2030 pour atteindre les objectifs du développement durable, en particulier celui de la lutte contre

les changements climatiques approche, alors que le monde entier continue de vivre dans une tumultueuse situation climatique à un moment critique marqué par la pandémie de la Covid-19.

En cette année décisive de la Conférence des Parties (COP26) sur le climat à Glasgow, il est crucial d'agir avec audace sur les engagements mondiaux en matière de lutte contre les changements climatiques et d'impliquer fortement la jeunesse africaine dans la recherche de solutions innovantes.

C'est pourquoi, l'ONG Save Our Planet enregistrée sous 2021/N°5/001/PDC/SGD/SAG et publiée au Journal Officiel de la République du Bénin, N°5 le 1er mars 2021 à la page 328 comme à son habitude, organise la deuxième édition du projet Café Climat. Ce dernier, un événement annuel de rencontre entre les jeunes engagés dans la lutte contre les changements climatiques au Bénin.

Cette nouvelle édition table sur le thème *Jeunesse et Innovations en matière de lutte contre les changements climatiques au Bénin*

Si vous êtes jeunes et engagés dans la lutte contre les changements climatiques.

Si vous êtes passionnés des solutions innovantes pour contrer les changements climatiques, c'est le moment de remplir ce formulaire <https://fr.surveymonkey.com/r/7LPBMB8>

Et si vous êtes une ONG, une Start Up, un particulier passionné de la protection de l'environnement et auteur d'une innovation en matière de lutte contre les changements climatiques, vous pouvez être partenaire du projet Café Climat 2021.

Il vous suffit de remplir avec soin ce formulaire

<https://fr.surveymonkey.com/r/SB9THRR>

Et nous rejoindre le samedi 05 Juin 2021 de 8h à 13h selon que vous soyez à Abomey-Calavi ou à Parakou.

Pour toutes informations, contactez-nous au +229 97044053 ou visitez notre site web

<http://ongsaveourplanet.wordpress.com>

Economie circulaire: Un moyen efficace pour le développement durable en Afrique

Face aux risques économiques et climatiques, l'Afrique, doit plus que jamais penser à son avenir. L'économie circulaire est ainsi prise comme un moyen de faire progresser le continent vers une durabilité socioéconomique et environnementale.



La gestion des déchets, l'émission de gaz à effet de serre, la pollution de l'air, du sol, de l'eau, les impacts dangereux sur la santé sont entre autres principaux enjeux de l'Afrique. Alors que le modèle économique linéaire (extraire – fabriquer – consommer – jeter) sur lequel repose le monde depuis la révolution industrielle n'a pas facilité la situation mais trouve aujourd'hui ses limites face aux risques climatiques et à l'épuisement des ressources non renouvelables, l'économie circulaire s'avère donc être l'alternative adéquate. Elle apparaît comme un modèle économique plus durable, limitant le gaspillage des ressources (matières premières, énergie, eau)

et la production de déchets par le recyclage et le réemploi.

Le concept de l'économie circulaire englobe la réduction de notre empreinte sur l'environnement mais a également pour objectif de créer de la valeur sur le plan social et économique. En résumé, l'économie circulaire est en quelque sorte » faire mieux avec moins de ressources « .

En Afrique, bien que le principe circulaire existe depuis des générations, le développement vers un avenir plus durable se fait très lentement malheureusement, d'autant plus que les acteurs peinent à s'impliquer et qu'il n'y a pas assez de pouvoir qui soutiennent.

L'agriculture, l'électricité, l'agro-alimentaire, les infrastructures urbaines, le transport, le plastique, les industries sont autant de secteurs qui offrent des opportunités économiques dans une économie circulaire pouvant améliorer les moyens de subsistance et réduire la pauvreté.

L'utilisation du biogaz, l'agroécologie, la valorisation des déchets agro-alimentaires, le compostage, la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, la production écologique, sont là quelques initiatives qui sont en train d'être prises en en Afrique et au Bénin afin d'assurer la transition vers une économie plus circulaire.

Une collaboration entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les consommateurs représente un facteur essentiel pour y parvenir de façon efficiente.

Oslyde Cham LANGANFIN GLÈLÈ